



Attac Maroc

Contre la mondialisation libérale

Membre du réseau CADTM

Rapport

Etat de la justice climatique au Maroc

Nous dédions ce rapport à toutes les citoyen-ne-s du monde en lutte pour la justice climatique. Une pensée particulière aux habitants d'Imider, de Chlihat et Ben Smim

Ce rapport a été réalisé par le Comité environnement d'ATTAC/CADTM Maroc

Sommaire :

Introduction.....	3
Attention à la crise environnementale au Maroc !.....	4-5
Quel bilan après 20 ans de COP?.....	7-9
Lecture critique de la position marocaine pour la COP21...	10-12
Agriculture-pêche-tourisme : Une prédation tout azimut des ressources.....	13-18
La station thermique à Safi, un écocide en préparation.....	20-22
« Capitalisme vert » : Une nouvelle aubaine pour les classes dominantes sous couvert de protection de l'environnement...	24-25
Quelles alternatives face à la crise écologique ? Rompre avec le modèle productiviste.....	26-29
Trois luttes pour la justice climatique :	
- Imider, lutte historique pour le droit à l'eau.....	6
- Douar Chlihat : La soif et la répression.....	19
- Source de Ben Smim : Pillage de l'eau, bien public.....	23
Conclusion.....	30

Introduction

En pleine crise environnementale globalisée et au moment où se tient la 21^{ème} Conférence des parties sur le changement climatique (COP 21) organisée à Paris, ATTAC Maroc, membre du réseau CADTM, présente son premier rapport sur « L'état de la justice climatique au Maroc ».

Parce que nous pensons que le changement climatique n'est pas un sujet d'experts et de négociations entre gouvernements, ATTAC Maroc veut replacer le débat entre les mains des citoyens. Notre objectif : pointer les responsabilités de l'offensive libérale sur la dégradation de notre réalité sociale et environnementale.

Le Maroc est un pays inégalitaire sur le plan social et vulnérable sur le volet environnemental, un débat sur la justice climatique est essentiel, car les conséquences du dérèglement climatique démultiplient les disparités de richesses entre populations. Or, nous le savons d'ores et déjà, les solutions qui sont discutées à la COP21 ne feront qu'accroître l'injustice climatique.

Lutter contre le changement climatique c'est d'abord lutter contre les inégalités. Nous le savons, ce sont les populations les plus démunies qui sont et seront les premières victimes des conséquences de ce dérèglement. Non seulement parce qu'elles sont plus vulnérables aux risques liés au changement climatique, mais aussi parce qu'elles sont les premières cibles du pillage des ressources organisé. Les peuples du Sud riches en ressources, mais pauvres en l'état, ne peuvent plus accepter cette injustice. Aujourd'hui, il est temps de dire stop à l'injustice climatique pour réclamer un monde où les richesses et les responsabilités sont distribuées équitablement.

Après avoir posé le constat du dérèglement climatique au Maroc, ce rapport examinera de manière critique les 20 ans de négociations qui ont été menées au sein de la COP. Un éclairage particulier sera présenté sur l'étude des engagements du Maroc en matière environnementale. Ces engagements seront mis en balance avec les réalités sociales du pays et notamment à travers l'analyse des dégâts causés par le modèle productiviste dans l'agriculture, la pêche et le tourisme. Un point focal sera donné au cas de Safi et de sa future centrale au charbon exemple type des conséquences de la dégradation écologique au Maroc. Ces études de cas seront mises au service d'une critique globale du « capitalisme vert » dans lequel s'inscrit le Maroc et permettront d'ouvrir la voie aux alternatives possibles pour faire face au changement climatique.

Ce rapport a été guidé par notre volonté de donner une voix aux victimes de l'injustice climatique, trop souvent réduites au silence par la logique productiviste.

Etat des lieux

Attention à la crise environnementale au Maroc !

La crise climatique représente une des plus grandes manifestations de la crise de civilisation du système capitalisme aujourd'hui. Comme le confirme la grande majorité des spécialistes des questions environnementales, cette crise est liée aux activités humaines et au mode de production, de distribution, de consommation du capitalisme imposé aux citoyens de la planète. Ce système est porté par des multinationales qui contrôlent de grands pans de notre vie quotidienne : services publics (santé et éducation), ressources naturelles (l'eau, l'air, la végétation, etc...) ou les médias. Face à l'absence d'une réelle mobilisation pour sauver la planète, un scénario avec un réchauffement climatique à des températures de plus de 2°C devrait nous faire entrer dans une ère de catastrophes. Nous nous acheminons vers un point de non retour pour l'humanité.

Malgré ses alertes sérieuses, les dirigeants de la planète n'ont pas pris la mesure du danger qui guette la planète. Le cas marocain montre les risques liés à cette attitude.

Crise écologique et échec du néolibéralisme au Maroc

La situation environnementale au Maroc s'est dangereusement détériorée ces dernières années. L'absence d'une protection effective des ressources vitales du pays a contribué aux crimes écologiques commis à l'encontre de la biodiversité. La concentration des activités économiques sur le littoral, avec 80% des activités industrielles et 53% des installations touristiques est à l'origine de cette situation.

Les différents rapports officiels sur l'état de l'environnement au Maroc de 2001, 2010 et 2014, préparés par le département de l'environnement confirment cette dégradation. Parmi les constats officiels, nous pouvons citer :

- **L'empreinte écologique¹ s'est alourdie au Maroc** passant de 1 à 1,47 hectare global (hag) par habitant entre 1999 et 2010 alors que la biocapacité par habitant (surface productive disponible) a, pour sa part, diminuée de 25 % depuis 1960. Ces chiffres officiels montrent que le modèle de développement promu dans notre pays ne fait qu'alimenter la pression sur les ressources naturelles.

- **Recul important de l'eau disponible** : de 1500 dans les années 60, nous sommes passés à 730 m³ en 2014. Ce chiffre classe le Maroc parmi les pays souffrant d'un stress hydrique, selon l'ONU. Les prévisions indiquent que le Maroc se dirige vers une

¹¹ - L'empreinte écologique est un indicateur et un mode d'évaluation environnementale qui comptabilise la pression exercée par les hommes envers les ressources naturelles et les « services écologiques » fournis par la nature. https://fr.wikipedia.org/wiki/Empreinte_%C3%A9cologique

situation de pénurie grave des ressources en eau avec 500 m³/habitant par an. Ce scénario prend en compte les données du réchauffement climatique

- Pollution des eaux de surfaces et des nappes phréatiques et de l'océan : 72% des eaux usées sont rejetés sans traitement dans le littoral atlantique ou méditerranéen comme le montrent les chiffres de l'ONEE de 2012. Les faibles infrastructures pour l'assainissement liquide contribuent à cette situation. Le Maroc compte encore 300 décharges non-contrôlées et seuls 10% des déchets ménagers sont collectés pour être déposés dans des décharges. A cela s'ajoutent, les déchets industriels de toutes sortes qui sont rejetés sans traitement.

- Détérioration des ressources naturelles et de la biodiversité. L'étude du département de l'environnement montre que 1670 d'espèces végétales, 610 espèces animales, 85 espèces marines et 98 espèces d'oiseaux ont disparu cette dernière décennie. A la source de cet écocide, l'intense activité des mines et des carrières dans ses différentes branches, du dragage en mer, le tout dans une absence totale de contrôle. Cet extractivisme constitue un danger pour la faune et la flore.

Augmentation du niveau de mer au Maroc. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la mer augmentera au Maroc de 2,6 à 15,6 cm par rapport au niveau de 1990. L'élévation du niveau de mer même de quelques décimètres, aurait d'importants impacts sur ces zones côtières. Conséquence : Sur les 47 plages recensées en Méditerranée, 7 ont déjà disparues².

-Disparition des zones humides. Ces zones ont été amputées de 34 000 ha d'habitat pour les oiseaux migrateurs, flore et faune aquatique. Les différentes constructions sur le littoral ont altéré les équilibres naturels comme c'est le cas à Saidia et à la baie de M'diq. D'autres zones sont touchées, spécialement les zones vulnérables de Sidi Abed et les baies de Tanger, Dakhla et d'Al Houceima. Ainsi que les zones humides de MerjaZerga, Sidi Moussa, Khnifiss, Sebkhah Bou Areg, Smir, Estuaire du Sebou et enfin les îlots côtiers Essaouira, Ja'farine, Cala Iris et Skhirat.

Notre rapport montre qu'il y a une opposition structurelle entre la protection des ressources naturelles et les choix économiques poursuivis au Maroc. Les options libérales et productivistes en cours dans notre pays ne prennent pas en compte l'équilibre écologique. Ces stratégies laissent la main libre pour une surexploitation des ressources de la part d'une poignée de grands agriculteurs et d'investisseurs marocains et étrangers. Cette contradiction centrale entre les discours relatifs à la protection de l'environnement et les choix économiques stratégiques est un des points essentiels que nous souhaitons développer dans ce document.

² Rapport sur la situation du littoral, préparé dans le cadre du projet de protection du littoral par l'Espace de Solidarité et de Coopération de l'Oriental

Luttes pour la justice climatique (1/3)

Imider, lutte historique pour le droit à l'eau

Depuis 1986, les habitants de la région d'Imider, province de Tinghir (Sud-est marocain), mène une lutte contre une des plus grandes entreprises minières d'Afrique, Managem. La mine exploitée sur le territoire de cette commune produit annuellement 243 tonnes d'argent pur.

Les habitants considèrent que les richesses de leur région profitent à cette entreprise, sans pour autant que cette activité lucrative améliore les conditions sociales de cette population et les aident à mettre fin au chômage des jeunes. En plus, cette mine exploite de manière intensive l'eau de la région. Alors que la mine d'Imider est parmi les plus importantes sur le continent, les villageois se sont vu exproprier de leur eau, en plus de la pauvreté. La commune manque de toutes les infrastructures de base. La majorité des villages vivent un isolement faute de routes praticables, de centres de soins d'accès au réseau électrique, à l'eau potable et au transport scolaire. Face à leur mobilisation, l'Etat a riposté par des arrestations et un harcèlement des habitants³.

Par contre, l'activité d'extraction minière est porteuse de danger pour les habitants. L'utilisation intensive de l'eau dans une région souffrant de stress hydrique est une forme de pillage des ressources. Egalement, des produits dangereux utilisés par la société peuvent polluer la nappe phréatique.

Les habitants d'Imider souffrent depuis le printemps 2011 d'un manque aigu de ressources en eau à cause de cette exploitation causant des dégâts pour l'activité agricole, principale source de revenus pour les habitants. Une étude réalisée par un cabinet spécialisé a montré que le débit de l'eau a diminué de 61% dès la première année de l'exploitation. Nous rappelons que cette exploitation se fait hors contrôle de la législation en vigueur, la loi 95-10 sur le domaine public de l'eau.

³ Voir la page cette mobilisation : <https://www.facebook.com/Amussu.96Imider/>

Quel bilan après 20 ans de COP?

Les COP (Conference of Parties) sont des rencontres annuelles réunies sous l'égide de la **Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques** (CCNUCC) adoptée au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et entrée en vigueur en 1994. Ce n'est pas un plan d'action détaillé pour faire face aux changements climatiques, il s'agit plutôt d'un cadre de principes généraux et d'institutions, un processus permettant une vigilance internationale organisée face à ce phénomène. La réunion des parties en constitue donc l'élément le plus important.

La COP de Kyoto en 1997 a adopté un premier protocole donnant un objectif précis : réduire, entre 2008 et 2012, d'au moins 5 % par rapport au niveau de 1990 les émissions de six gaz à effet de serre : dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote et trois substituts des chlorofluorocarbones.

Un mécanisme a été mis en place censé nous faire parvenir à la réduction des gaz à effet de serre : le marché du carbone. En réalité ce marché permet aux grands pollueurs d'acheter des « droits à polluer » auprès des pays les moins pollueurs. Encore une fois, la logique néolibérale qui consiste à confier aux marchés la régulation du monde, et ici en particulier celle de son climat, a démontré –comme on pouvait s'en douter- son inefficacité. Devant son échec, la COP de Copenhague en 2009, a pris un nouvel engagement : ne pas dépasser 2° d'augmentation des températures d'ici à 2100 par rapport aux températures moyennes de l'ère pré-industrielle soit 1850. Mais cet objectif ne s'est accompagné d'aucun objectif quantitatif quant aux réductions des gaz à effet de serre, aucun accord n'ayant été trouvé en la matière. Il faudrait pourtant que celles-ci soient réduites de 40 à 50% pour parvenir à l'objectif affiché.

En lieu et place, il est proposé que les différents pays annoncent eux-mêmes leurs contributions à de telles réductions. Tout cela de façon volontaire et non contraignante.

Résultat : l'Organisation météorologique mondiale (OMM) annonçait le 9 septembre 2014 que les concentrations mondiales de gaz à effet de serre avaient atteint de nouveaux records en 2013 : la teneur moyenne de l'atmosphère en CO₂ était de 396,0 parties par million (ppm), soit 2,9 ppm de plus qu'en 2012.

Devant un tel échec, il est évident que pour avancer vers le contrôle des changements climatiques, ni la régulation par le marché ni les promesses non contraignantes faites par les pays ne peuvent suffire.

Quelles propositions, quelles alternatives

La raison voudrait que 3 principes au moins soient mis en place :

- Des objectifs **chiffrés et contraignants**, modulables en fonction de l'état actuel

des émissions et du niveau de développement économique, social et humain atteint par chaque pays ; il est évident que les plus gros pollueurs actuels doivent être aussi ceux qui doivent le plus réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

- Un **mécanisme de contrôle** indépendant et fiable
- Un **mécanisme de sanction** vis-à-vis des pays ne remplissant pas les objectifs.

Mais au-delà de ces mesures concrètes qui devraient être prises par les COP, un changement de philosophie et de paradigme politique est nécessaire si l'on veut réellement lutter contre le changement climatique. Il est urgent que les puissances politiques et économiques comprennent que l'avenir de la planète doit passer avant les profits et que pour se faire, cela nécessite de modifier en profondeur nos modes de production et de consommation. Relocaliser la production au plus près des consommateurs, en finir avec l'agrobusiness, privilégier des systèmes de transport public et collectif, repenser les modes d'habiter autant d'alternatives qui existent et qui pourraient nous permettre de construire un nouveau monde durable.

Néanmoins, nous ne sommes pas dupes. Nous savons malheureusement que les multinationales et les gouvernements ne céderont pas les profits qu'ils tirent de l'extraction des réserves de charbon, de gaz et de pétrole ou de l'agriculture industrielle globalisée gourmande en énergie fossile, sans la création d'un contre-pouvoir citoyen.

C'est pourquoi deux initiatives, prises par les organisations sociales à l'occasion de la COP 21 nous paraissent particulièrement intéressantes :

- La formulation d'objectifs concrets concernant les sources d'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon), principales responsables des émissions de gaz à effet de serre : *arrêt des subventions aux industries des hydrocarbures* et laisser 80 % des combustibles fossiles dans le sol. Cette revendication est notamment portée par la campagne Crimes climatiques stop ! portée notamment par Attac France, 350-org et des intellectuels tels que Naomi Klein, Desmond Tutu, Vandana Shiva, Mike Davis, Noam Chomsky, Susan George, Pablo Solon, etc.
- L'inclusion d'une nouvelle annexe, intitulée annexe 0, à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques : Cette annexe ferait pendant aux annexes 1 et 2, qui regroupent l'ensemble des pays industrialisés et ceux qui devraient apporter une aide financière et technique aux pays du Sud. L'annexe 0 inclurait les peuples et nations indigènes, les provinces, états ou régions, les localités qui s'engagent à ne pas extraire d'hydrocarbures du sous-sol.
- Cette revendication, portée notamment par le réseau Oilwatch, introduit l'idée que les gouvernements ne sont pas les seuls à être concernés par les politiques de lutte contre le changement climatique. Et qu'il est temps d'écarter les multinationales des coulisses des négociations.

Malheureusement, le bilan des réunions préparatoires à la COP 21 et le draft de déclaration finale annoncent d'ores et déjà que les gouvernements réunis à Paris ne s'engageront pas ni dans des objectifs ambitieux ni à prendre des mesures concrètes et contraignantes. Le futur de la planète et de ses habitants sera encore une fois bradé au profit des forces du marché et de leurs bénéficiaires.

Comme le rappelle l'appel de la société civile contre les crimes climatiques, « l'esclavage et l'apartheid n'ont pas disparu parce que des États ont décidé de les abolir, mais par des mobilisations massives qui ne leur ont pas laissé le choix ».

Lecture critique de la position marocaine pour la COP21

Si le Maroc est un faible émetteur de Gaz à effet de serre (GES), ses engagements en matière de réductions des émissions ne doivent pas dissimuler le fait que le Maroc est empêtré dans de réelles problématiques environnementales. Seul un changement de politique, tant national qu'international, nous permettra de sortir de la crise climatique pour pouvoir défendre l'environnement et les ressources du pays.

Des engagements en trompe l'œil

La contribution déterminée au niveau national du Maroc (INDC Maroc) pour lutter contre le changement climatique évoque plusieurs mesures pour l'adaptation ou l'atténuation des changements climatiques. Ces promesses restent prisonnières de la logique productiviste et consommatrice de ressources rares.

La réponse à la crise climatique ne peut l'économie de mesures courageuses et structurelles. Le combat pour une justice écologique doit apporter une riposte à la domination de l'économie sur l'ensemble de la vie sociale et politique, domination que le néolibéralisme porte à son extrême.

Exploiter les eaux de surfaces de manière intensives, irriguer à outrance, dessaler l'eau de mer, transférer artificiellement l'eau de nappes vers d'autres régions de l'agrobusiness ou construire 38 nouveaux barrages s'inscrivent dans cette logique productiviste. Dans un contexte écologique fragile comme celui du Maroc, la transition environnementale passe par des mesures radicales à même de changer les modes de production et de consommation. Des aspects que l'INDC Marocain et les différents documents officiels n'abordent pas.

Les engagements de réduction des émissions de GES visent qu'à changer leur trajectoire, sans réelle volonté de les réduire dans les faits, pas de réduction nette comme objectif final.

Même remarque sur la lutte contre la déforestation, le document officiel se contente d'évoquer des mesures de reforestation, passant sous silence des engagements pour claire contre la déforestation et la dégradation des forêts (Exemples, le cèdre du Moyen Atlas ou Maâmora).

Dans les engagements marocains, le gouvernement annonce tout fièrement vouloir ses projets
dereconversiondeprèsd'unmilliond'hectaresdecéréalesverslesplantationsfruitières. Une telle mesure est pourtant productrice d'émissions de GES. Moins de terres pour les céréales veut dire plus d'importation de blés et donc du transport.

Par contre, ce document propose de réduire les subventions aux prix à la consommation des hydrocarbures. Le gouvernement pénalise ainsi le consommateur sans assurer un transport public de qualité. L'atteinte des équilibres macro-économiques avec le démantèlement de la Caisse de compensation est une mesure anti-sociale sans perspective écologique.

Maroc sans gaz de schiste

Le Maroc a remis de nombreux permis d'exploration de gaz et de pétrole au Gharb et au Sahara à plusieurs multinationales. Cette intense activité contredit la politique énergétique marocaine qui veut réduire la part des énergies fossiles. Nous défendons un Maroc sans gaz de schiste et nous nous opposons aux différentes activités de forages liées à cette énergie aux conséquences catastrophiques sur la nappe phréatique et l'écosystème dans son ensemble. Nous nous opposons également aux explorations offshores au Sahara car elles constituent un grand danger pour l'espèce marine et la biodiversité sur les côtes de cette zone.

Un Maroc sans nucléaire

A l'instar du gaz de schiste, le Maroc reste flou concernant l'option nucléaire. Alors que l'Etat français fait preuve d'un lobbying continue pour vendre au Maroc une centrale nucléaire, le gouvernement souffle le chaud et le froid sur ce sujet. En juillet 2010, le Maroc et la France ont signé un accord pour doter le Maroc d'une première centrale nucléaire à l'horizon 2022-2024. Le réacteur marocain devrait élire domicile entre Safi et Essaouira, non loin de l'océan atlantique. Selon les termes de l'accord, la France accompagnera le Maroc dans les domaines technologique, de la formation et de la sûreté. L'approvisionnement en uranium se fera à partir des phosphates. L'option nucléaire demeure envisagée par le gouvernement vise de produire 8% de son énergie à partir du nucléaire d'ici 2025. Si ce projet connaît beaucoup de retards, nous devons rester vigilants et maintenir une position radicale de rejet de ce projet. Par ailleurs, le gouvernement continue de se doter d'instruments juridiques pour encadrer l'usage du nucléaire civil. Les ONG et l'ensemble des mouvements sociaux devront s'opposer à ce projet qui risque de menacer nos vies et approfondir notre dépendance au conglomérat industriel et énergétique français.

Sortir la finance du climat

Contrairement à ce que nous ressasse continuellement le gouvernement, le Maroc ne s'engage pas à réduire de 32% de ses émissions à l'horizon 2030. Ce chiffre est tronqué. L'engagement réel du Maroc est une réduction de 14% des émissions. Un scénario à 32% de réduction est conditionné par « un appui international ». Le gouvernement estime cet appui à 45 millions de dollars entre 2015 et 2013. Tout en reconnaissant la responsabilité des pays du Nord à soutenir les pays du Sud dans leurs

efforts pour la lutte contre les changements climatiques, nous dénonçons cette financiarisation des questions climatiques. Les négociations autour du climat se transforment en un marchandage pour la survie de la planète. Le bilan de cette « aide » qu'a reçu le Maroc pour la période 2000-2014 a été des dettes à hauteur de 94% et 6% seulement sous forme de dons. Le Maroc s'en sort grand perdant de cette course au financement à double titre, financièrement il sort alourdi de dettes et économiquement, cet argent ne sert qu'à acquérir des technologies conçues par ces bailleurs bilatéraux (transport, gestion des déchets, infrastructures, énergie, etc.)

Agriculture-pêche-tourisme

Une prédation tout azimut des ressources

Le déphasage entre ces stratégies d'inspiration néolibérale (Plan Maroc Vert, Halieutis, Plan Azur, Vision 2020 pour le tourisme, etc..) et les engagements du Maroc en matière de changement climatique est au cœur de la crise environnementale au Maroc. L'actuel échec environnemental s'ajoute aux échecs sur le plan social et économique de ces politiques.

L'agriculture représente du 18% du PIB et est à l'origine de 40% de l'emploi dans le milieu urbain et 80% dans le rural. Ce secteur stratégique pour l'économie du pays a été orienté depuis l'indépendance vers une agriculture intensive et d'exportation, sur les conseils et l'appui financier de la Banque mondiale (BM). L'accaparement du temps de la politique coloniale française et espagnole s'est prolongé après « l'indépendance ». Le pouvoir marocain poursuit cette politique au service du grand capital depuis 60 ans. La reconquête des meilleures terres agricoles et l'expropriation des petits agriculteurs par le biais de la dette agricole ont aggravé la paupérisation de la petite paysannerie et concourent au processus de sa disparition. Dans ce mode d'agriculture, le paysan est transformé en prolétaires à la merci du grand capital agricole. Le nombre des paysans pauvres (possédant moins d'un hectare) est passé d'environ 900 000 en 1974 à environ 400 000 en 1996, c'est dire qu'un demi-million de familles paysannes pauvres ont disparu en 22 ans⁴. Sur le plan écologique, cette agriculture est devenue une source de pollution majeure. Socialement, ces choix ont brisé les solidarités et les savoir-faire ancestraux au sein du monde rural.

Plan Maroc Vert : Exportation de l'eau et pollution des sols

Le gouvernement fait l'aveu suivant dans son rapport sur l'état de l'environnement: « Bien qu'étant en deçà des limites écologiques de la planète (1,74 hag), l'empreinte écologique marocaine dépasse largement sa biocapacité ; l'environnement est ainsi soumis à une exploitation et pollution dépassant ses capacités de production et de régénération. Ce déficit pourrait, à terme, menacer la disponibilité des ressources naturelles dont dépendent des secteurs essentiels tels que l'agriculture ». Malgré ce constat pour le moins inquiétant, le gouvernement fait tout le contraire en se lançant dans une stratégie agricole profitable à court terme au capital étranger et local du secteur.

Le Plan Maroc Vert (PMV) lancé en 2008 n'a fait que renforcer ces options productivistes aux conséquences désastreuses sur les ressources naturelles,

⁴ - Politique agricole au Maroc : au service de l'agrobusiness, marginalisation de l'agriculture paysanne, appauvrissement de la population rurale, et dépendance alimentaire. Publication ATTAC/CADTM Maroc.

spécialement les sols et l'eau. Cette situation contredit les engagements du Maroc exprimés à maintes reprises par le département de l'Environnement et dans son document officiel sur l'Etat de l'environnement. Dans ce rapport on peut lire : « L'agriculture est de loin le secteur qui exerce le plus de pression sur les ressources en eau et qui participe à une surexploitation de la ressource tout en exerçant également une forte pression sur la qualité des sols ». Malgré ce constat, les différents gouvernements encouragent une agriculture intensive basée essentiellement sur l'énergie du pétrole, et qui est responsable de 25 % des émissions de dioxyde de carbone - et également de 60 % des émissions de méthane et de 80 % de celles de peroxyde d'azote, tous trois des gaz à effet de serre importants⁵.

Il est à signaler aussi que le système de production de primeurs destinées à l'exportation, et particulièrement la tomate, est à caractère intensif et productiviste, dominé par la monoculture, se basant sur l'utilisation débridée de pesticides, d'engrais chimiques, de semences «sélectionnées» dans les laboratoires de multinationales, exigeant une consommation excessive d'eau⁶.

Le principal utilisateur d'eau au Maroc est le secteur de l'agriculture qui consomme près de 90% du volume total des ressources en eau mobilisées. Le type d'agriculture industrielle intensive mis en place aggrave la surexploitation des eaux souterraines. A l'horizon 2025, le Maroc est candidat à se trouver en état de pénurie chronique, alors que déjà la consommation journalière par habitant ne dépasse pas 70 litres contre une moyenne mondiale de 140 litres (250 litres en Europe et 600 litres aux USA)⁷. La protection de nos ressources en eau est vraiment incompatible avec la logique d'inciter les investissements de l'agrobusiness qui exigent des autorisations de creuser et pratiquer des forages dans des zones où les nappes souterraines sont aujourd'hui déjà épuisées. L'arrosage des nombreux golfs existants au Maroc (à raison de 200 000 m³ d'eau par an en moyenne pour un golf) est une autre forme de gaspillage de cette ressource pourtant vitale⁸. L'accroissement de l'activité agricole se fait au détriment des terres de parcours collectifs et de forêts contribuant à l'aggravation des problèmes d'érosion et de dégradation des sols surtout dans les zones de montagne. « Le défrichement des terrains peut également causer des pertes de biodiversité et de services environnementaux », note le rapport officiel. 93% de la surface du pays se trouve dans des zones climatiques semi-arides, arides ou désertiques. Le pays compte 9 millions d'hectares d'écosystèmes forestiers et alfatiers, mais les espaces forestiers naturels occupent seulement 5,7 millions d'hectares, soit un taux moyen de boisement

⁵ -Nourrir le monde sans pétrole. <http://www.teddygoldsmith.org/page53.html>

⁶ - Aziki Omar. Le dilemme du modèle agro-exportateur marocain. <http://cadtm.org/Le-dilemme-du-modele-agro>

⁷ - La Vie économique: 70 litres d'eau par habitant et par jour, USA : 600 litres
[!http://lavieeco.com/news/economie/maroc-70-litres-deau-par-habitant-et-par-jour-usa-600-litres-22228.html](http://lavieeco.com/news/economie/maroc-70-litres-deau-par-habitant-et-par-jour-usa-600-litres-22228.html)

⁸ - La Vie économique. opcit.

de 8%, taux en gros de moitié inférieur à celui considéré comme optimal (15 à 20%) pour l'équilibre écologique et environnemental du pays⁹. La pression démographique sur la terre, notamment sur les terres de culture, sur les parcours et les forêts reste très forte. En 50 ans, la surface agricole utile pour 1 000 habitants a baissé de 770 à 295 ha, et à l'horizon 2025, elle devrait encore baisser à 220. On estime qu'actuellement un actif agricole dispose de 2,3 hectares, à comparer avec la moyenne des pays de la Méditerranée (3 ha), notamment la Tunisie (5,2 ha), l'Espagne (14,1 ha), la France (22,8 ha)¹⁰.

La prédation industrielle exercée par le secteur du bois, le surpâturage et les défrichements des forêts, des parcours et zones humides effectués au profit de l'agriculture ou d'autres usages, contribuent à l'accentuation de l'érosion.

La désertification, les phénomènes d'érosion et de salinisation des sols et des nappes progressent dangereusement. 5,5 millions d'hectares – soit 60% de la SAU – sont soumis au risque d'érosion, et 2 millions le sont déjà à un "stade avancé". Le Maroc perd annuellement près de 22 000 hectares de terres cultivables dans des régions plutôt favorables, en raison de l'urbanisation, de la surexploitation des sols et de l'utilisation de techniques de labour inadéquates. Les espaces forestiers et pastoraux sont gravement menacés. Le pays perd plus de 31 000 ha de forêt chaque année, et les terres de parcours sont à 93% jugées « moyennement à fortement dégradées »¹¹.

La petite paysannerie avec son système de production traditionnel et de subsistance basé sur la céréaliculture est toujours exclue des ressources en eau qui bénéficie aux grands agriculteurs sur les terres irriguées. Ce type d'agriculture est exposé à la variation des précipitations renforcée par le changement climatique.

Au total, le coût annuel des dégradations environnementales, avec la désertification, l'érosion, la salinisation, les pertes de production agricole, les feux de forêts, les pertes de terres agricoles périurbaines, est considérable. Selon la dernière estimation effectuée par la Banque mondiale, ce coût atteindrait en 2000 l'équivalent de 4,59% du PIB. En fait, ce coût est jugé très inférieur à la réalité puisqu'il n'inclut pas la valeur écologique et bio-patrimoniale des sols et des forêts, les impacts sur la biodiversité, la dévaluation du foncier, la surexploitation des eaux souterraines, etc¹²

L'utilisation non contrôlée des engrais et des pesticides est une pratique reconnue par l'Etat et qui inquiète. L'usage de ces produits mène à la pollution des eaux

⁹ - NajibAkesbi. L'agriculture marocaine à l'épreuve de la libéralisation. Ouvrage collectif, avec D. Benatya et N. El Aoufi, éd. Économie critique, Rabat, 2008. <http://www.amse.ma/doc/Agriculture-Economie%20Critique%20ok.pdf>

¹⁰ - NajibAkesbi. Op cit. page 30

¹¹ - op cit.

¹² - op cit, page 31.

souterraines, qui peuvent potentiellement rendre l'eau de certaines nappes phréatiques non potable. « Les zones les plus à risque sont les plaines privilégiées pour l'agriculture intensive », reconnaît le même rapport officiel. Les chiffres de ce rapport restent sans appel : Par ailleurs, le développement d'une agriculture intensive a amené une plus grande utilisation des engrais (dans 90 % des cultures irriguées), dont 70 % sont utilisés dans 5 régions seulement : Meknès Tafilalet (16 %), Souss Massa Drâa (18 %), Doukkala Abda (16 %), Gharb cherrada Bni Hssen (10 %) et Chaouia Ourdigha (11 %). Les engrais chimiques agricoles sont composés notamment d'azote, de phosphate ou de potasse (NPK), et représentent donc un risque réel de pollution des sols et des eaux de surface et souterraines. Des nitrates sont également présents ; solubles dans l'eau, ils peuvent représenter des dangers pour la santé (lorsqu'ils sont transformés en nitrites) et favoriser l'eutrophisation des eaux (si associés aux phosphates). En outre, l'augmentation de l'usage des engrais se poursuivra et atteindra près de 1,6 millions de tonnes à l'horizon de 2020. L'usage des pesticides obéit à la dépendance des paysans à un marché dominé par les multinationales de ce secteur présentes au Maroc : Bayer, Syngenta, Monsanto et autres.

La rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à l'alimentation avait noté à la suite de sa visite au Maroc en octobre dernier « l'utilisation intensive des engrais ». et énoncé cette recommandation : « Il faut veiller à ce que la grande agriculture intensive ne draine pas les ressources d'eau et la dégradation des terres ». La rapporteuse au droit à l'alimentation s'inquiète que « la désertification et la sécheresse due au changement climatique vont toucher l'agriculture dans les années à venir ».

L'élevage est un des segments les plus polluants du secteur agricole. Avec une croissance importante de ces six dernières années, cette activité a une empreinte écologique considérable. Les productions de viandes blanches et d'œufs ont connu aussi une augmentation durant les trois dernières décennies en enregistrant des taux annuels de croissance respectivement de 8 % et 6 %. Cette production intensive induit une pollution des sols mais aussi des conséquences sanitaires le développement des chaînes de la « malbouffe ».

En exportant sa production agricole irriguée, le Maroc depuis des décennies exporte de l'eau. Cette agriculture destinée à l'exportation obéit d'abord à l'idéologie libre-échangiste qui veut faire supporter aux pays du Sud comme le Maroc, le coût exorbitant de cette agro-industrie, tout en lui vendant son alimentation de base, notamment le blé. Les Marocains et leur environnement payent le prix d'un choix décidé, en outre, hors tout processus démocratique.

Plan Halieutis

Les fonds marins au service du capital

Le même schéma actuel prévalant dans l'agriculture a été dupliqué pour le secteur de la pêche. Le Plan Halieutis est un instrument permettant de transférer les richesses maritimes marocaines vers les lobbies de ce secteur opaque. Après des années d'activités dominées par la rente et le manque total de transparence, les industriels en costumes et en uniformes viennent de se voir offrir une feuille de route pour exploiter les fonds marins. De l'autre côté, la pêche artisanale et la petite pêche sont vouées à la disparition ou au mieux à être cantonnées au rôle de main-d'œuvre bon marché. Ce Plan se compose des actions suivantes : L'éloignement des ports hors des villes (Tanger, Casablanca et Agadir prochainement), leur transformation en marinas pour attirer le tourisme de luxe au dépend d'une population qui a ses racines sociales et économiques et historiques dans les villes qui se sont greffées historiquement autour de la pêche, et des métiers autour de la pêche (Casablanca, Tanger, Agadir, Al Hoceima, Safi...). Sur le plan écologique, Halieutis confirme des options prises depuis des années : accord avec la pêche avec l'Union européenne, pêche intensive et élevage en bassin.

Pourtant, la biodiversité marine n'a jamais été aussi menacée. Cette stratégie s'accompagne d'une perte de la biodiversité marine, la surpêche, la baisse des rendements, la pêche illégale, la pêche à la dynamite, la pollution industrielle des eaux de mer engendrée par l'activité de transport maritime et portuaire. Là encore ces constats sont dressés par des documents gouvernementaux, ce même gouvernement qui n'agit pas pour changer de politique. Au contraire, la stratégie de ce secteur ne fait qu'approfondir la crise écologique en mer et « l'extractivisme » des fonds marins.

Notre refus des politiques agricoles et halieutiques de l'Etat part de notre accompagnement de luttes menées par des petits agriculteurs, travailleurs agricoles et pêcheurs depuis quinze ans. Notre rôle en tant que mouvement de solidarité avec ces mouvements sociaux nous a amené à constater les dégâts sociaux et environnementaux de ces politiques.

Stratégie touristique

Destruction environnementale massive

L'orientation du secteur touristique marocain vers un tourisme de masse, installé tout au long du littoral atlantique et méditerranéen, a engendré une détérioration environnementale massive. De Marchica à Dakhla, l'Etat a ouvert ses bras et ses caisses pour alimenter un mode de tourisme énergivore. La consommation du secteur du tourisme en eau peut varier entre 542 l/lit occupé pour un village touristique à 900 l/lit occupé pour un hôtel cinq étoiles. Un scandale sans nom pour un pays qui est en stress hydrique.

Le rapport « Etat de l'environnement du Maroc 2015 » s'alarme de la multiplication du tourisme golfique dans la région de Marrakech-Tensift : « Le développement du tourisme dans la Région s'est accompagné d'une prolifération de terrains de golf, concentrés essentiellement au niveau de Marrakech. À terme, ces multiples golfs seront à l'origine d'une consommation de volumes très importants d'eau, portant ainsi la demande du secteur à 101,7 millions de m³ d'eau, soit une augmentation de 100 % » Des millions de mètres cubes d'eau douce. C'est un scandale supplémentaire lié à la stratégie touristique.

La stratégie touristique à horizon 2010 se targue de vouloir attirer au Maroc 10 millions de touristes, et ce sans aucune prise en compte des conséquences environnementales des sites choisis par le Plan Azur pourtant connu pour avoir des écosystèmes fragiles. Ainsi, nous avons assisté à un carnage écologique à Saidia à partir de 2007¹³. La même situation est en train de se reproduire à Marchica, près de Nador, le tout dans un silence inquiétant. Une situation désastreuse que ne cessent de dénoncer des ONG dans la région de l'Oriental.

La stratégie à horizon 2020 pour le tourisme a tenté de remédier aux défaillances environnementales de ce secteur. Or, on se rend compte une nouvelle fois que le « développement durable » n'est qu'un argument marketing pour attirer les touristes occidentaux vers cette niche. La stratégie publique en matière de tourisme continue à faire l'impasse sur les questions de fonds sur ce sujet.

Nos revendications :

- Revoir l'ensemble de la stratégie touristique dans une perspective donnant la priorité à la protection des ressources
- Interdire la construction de projets touristiques sur tous les Sites d'intérêt biologique (SIBE)
- Arrêt immédiat du bétonnage des côtes marocaines dans le cadre de projets touristiques
- Retrait des terrains publics cédés à des investisseurs touristiques qui n'auraient pas exécutés leurs projets dans les temps
- Interdire la construction de nouveaux golfs et réduire leur nombre au maximum dans les zones à forte stress hydrique (Marrakech, Ouarzazate, Zagora, etc.).

Luttes pour la justice climatique (2/3)

Douar Chlihat : La soif et la répression

Le village de Chlihat se trouve dans la province de Larache (Nord-Ouest). Les autorités marocaines ont cédé des milliers d'hectares de terres collectives à une multinationale espagnole pour la culture rizicole et la création d'une unité industrielle pour la transformation.

Cette activité a causé des dégâts environnementaux, sanitaires et sociaux pour la population de ce village. L'activité agricole de cette population et de l'élevage ont souffert de la présence de cette agro-industrie sur leurs terres. La culture du riz a dérégulé l'écosystème de la région à cause d'invasion de moustiques et une sur-exploitation des ressources en eau.

Avant le lancement de ce projet, les habitants ont obtenu un accord des autorités et de l'investisseur étranger pour employer 400 jeunes du village dans l'exploitation et l'usine. Un engagement qui ne s'est jamais réalisé.

En mars 2012, les habitants se sont révoltés contre les conséquences désastreuses de cette culture. Les autorités ont répondu avec des balles en caoutchouc et du gaz lacrymogène. Une répression atroce s'est abattue sur ce village, sans exclure ni les femmes et ni les personnes âgées¹⁴.

Ce jour noir a été marqué par une intervention d'une violence inouïe contre cette population, des arrestations et des condamnations pour de la prison ferme pour une dizaine de jeunes de ce douar. En plus de la pollution causée par la culture du riz, ces braves villageois subissent une répression et une chape de plomb qui les obligent à se murer dans le silence. Au lieu de se porter à la défense de la population, l'Etat a préféré défendre le capital étranger.

¹⁴ Souad Guenoun, La révolte Douar Chlihat, Loukos, région Ksar Kebir, CADTM <http://cadtm.org/La-revolte-Douar-Chlihat-Loukos>

Etude de cas. **La station thermique à Safi, un écocide en préparation**

Le jeudi 8 septembre 2011, une explosion retentit dans la périphérie de Safi, une ville marocaine située à 200 km au Sud de Casablanca. Un grave incident industriel se produit au Complexe Maroc chimie »¹⁵ se trouvant à 7 km du centre-ville. Des fuites de gaz toxiques se sont produites ce jour-là causant des malaises chez plus de 100 habitants. Ces blessés ont du être transportés d'urgence à l'hôpital régional. Faute de moyens, cette infrastructure hospitalière n'a pas pu leurs apporter grand secours.

Pour les citoyens de Safi, ces fuites toxiques ne sont qu'un nouveau signal d'alarme provenant de Maroc Chimie. L'état de cette usine géante inquiète les habitants de la ville depuis des années 60. La population vit une situation de panique permanente face à la menace de nouvelles émanations nocives. Les citoyens protestent depuis des décennies contre cette usine polluante et exigent l'accès au droit à la santé. En même temps, les habitants de la ville portent des revendications socio-économiques relatives à l'emploi des jeunes. Pour la population locale, ce complexe chimique n'a pas eu d'effets positifs sur la situation sociale et économique de la région. Pourtant l'Office chérifien des phosphates (OCP), entreprise publique exploitant cette usine, tire chaque année des recettes non négligeables de cette industrie depuis 1965.

Safi, ville pour industrie polluante

Alors que les Safiotes, habitants de Safi, sont sujets à de nombreuses maladies à cause de cette industrie polluante, les décideurs politiques ont choisi cette ville pour installer une nouvelle station thermique. Ce projet a été chassé par la population d'Agadir (300 km au Sud) pour atterrir dans à Safi. Alors que cette station est présentée comme un moyen pour lutter contre le chômage qui sévit fortement chez les jeunes de Safi, en réalité, elle emploiera au meilleur des cas pas plus de 800 personnes pour une production annuelle de 10 milliards de KW.

Les dégâts qui devront être causés par ce projet, en cours de construction, sur l'environnement et la vie humaine sont considérables. Nous pensons que Safi va accueillir le projet industriel le plus nocif de l'histoire du Maroc.

L'Office national d'eau et de l'électricité (ONEE) est le porteur du projet. Il a choisi le site de « Sidi Daniel », sur la côte atlantique en région de Safi, non loin du Complexe

¹⁵ Pour plus de détails, lire : <http://www.ocpgroup.ma/fr/excellence-mondiale/sites-de-production/le-site-de-safi>

de l'OCP. Le marché de la construction de la station a été remporté par un consortium international composé de GDF Suez (France), Mitsui & Co., Ltd (Japon) et Nareva Holding (Maroc).¹⁶

La faune et la flore en danger

Comme nous l'avons signalé, la station thermique est un projet dangereux. Cette unité de production de l'énergie électrique à partir du charbon utilisera 400 000 m³ d'eau de mer pour le refroidissement des machines. Cette énorme quantité d'eau polluée sera ensuite rejetée dans l'océan. Elle devrait constituer au fil du temps une couche au niveau de la côte bloquant l'infiltration des rayons du soleil dans les profondeurs de la mer. L'oxygène disponible et nécessaire pour la biodiversité marine diminuera avec le risque d'un déplacement de ces espèces.

Deuxième conséquence, le réchauffement climatique avec la hausse des températures de l'océan. L'exploitation massive des eaux marines créera un environnement désoxygéné et un terrain fertile pour les microbes. Les milieux vivants halieutiques et végétaux seront fortement impactés par le changement de l'équilibre naturel de ce site.

Troisième risque est lié à l'absorption des crustacés de ces poisons rejetés par la future station, avec la possibilité de la consommation de ces produits de mer par les êtres humains. Quatrième conséquence est liée la combustion du charbon dans cette future station. Ce charbon augmentera le taux de CO₂ et le monoxyde de carbone. À leur tour, ils élèveront la pression atmosphérique et provoqueront des pluies acides composées de dioxyde de soufre et de dioxyde de carbone. Ces précipitations détruiront la faune. Les plantes des zones environnantes vont être atteintes par ces matières chimiques toxiques. L'espace animal, spécialement le bétail sera sous la menace de subir une dégénérescence cellulaire et l'apparition de malformations congénitales causées par des l'herbe saturé de substances toxiques.

Donc, le risque environnemental encouru par la ville de Safi est énorme. Les études montrent la richesse maritime des côtes safiotes connaissent une migration massive vers d'autres régions à cause de la pollution. Par conséquent, le port de Safi a perdu son premier rang au Maroc. En 1970, ce port exportait 150 000 tonnes, actuellement, l'export ne dépasse pas les 60 000 tonnes. Cette baisse drastique a ruiné l'industrie locale de transformation de poisson. Des milliers de travailleurs ont été licenciés, ce qui a accentué la pauvreté et le désespoir dans la ville. Safi sombre depuis plus d'une décennie dans une situation sociale difficile marquée par le chômage des jeunes, l'absence de services de base de qualité (santé, logement, éducation, etc...).

¹⁶ Pour les détails techniques lire sur le site de GDF Suez : <http://www.engie.com/journalistes/communiqués-de-presse/centrale-thermique-safi-maroc/>

Le danger de cette station provient de la présence du charbon. Un charbon qu'on nous présente comme « propre », alors que nous savons qu'aucun charbon ne peut être qualifié de propre. Même le charbon végétal est toxique. Le charbon qui sera utilisé comprendra de l'arsenic, une matière hautement toxique. Des questions se posent : qui va instaurer les règles pour exploiter ce charbon ? Qui va contrôler l'application de ces règles ? Qui va gérer le traitement de ces déchets ? Nous craignons que les décharges de charbon seront des sources de nuisances pour les habitants des villages voisins de la station et tous les habitants de Safi.

Lutte pour la justice climatique (3/3)

Source de Ben Smim : Pillage de l'eau, bien public

Les habitants de la commune rurale de Ben Smim, province d'Ifrane (Centre) ont mené une bataille contre la privatisation de la source d'eau du village. Des investisseurs étrangers et nationaux ont privatisé cette source naturelle avec la bénédiction des autorités locales, sans consultation des habitants.

La privatisation de la source à la multinationale Castel a été à l'origine des protestations des habitants entre 2001 et 2010. Plusieurs marches et sit-in ont été organisés par les habitants, soutenus par des ONG locales et nationales pour refuser ce projet¹⁷.

En brandissant des textes de loi qui sont à leur service, ces investisseurs profitent de la complicité des autorités pour passer ce projet. Les 3000 villageois ont vu ainsi leur principale source d'eau s'évaporer, mettant en péril leur culture sur 200 hectares et l'activité d'élevage avec 5000 têtes. Ben Smim est un cas de figure par plusieurs expropriations de ressources naturelles des populations au profit d'une poignée de capitalistes. Le démarrage de l'activité de l'usine d'embouteillage de l'eau de source a été marqué par la baisse du débit destiné aux habitants.

A l'image des autres régions rurales du Maroc, ce village souffre d'un manque d'infrastructures. L'Etat n'a rien apporté à cette région. Les autorités se sont contentées de privatiser la source d'eau de ces habitants, les condamnant à la soif et la mort lente de leur activité agricole.

¹⁷ Ben Smim : Pour qu'on n'oublie pas...à qui appartient l'eau ? Jawad Moustakbal, <http://cadtm.org/Maroc-Ben-Smim-Pour-qu-on-n-oublie>

« Capitalisme vert »

Une nouvelle aubaine pour les classes dominantes sous couvert de protection de l'environnement

A l'instar des « nouveaux maîtres de la planète », les capitalistes marocains se lancent dans le créneau d'économie verte. En partenariat avec le capital étranger, les classes dominantes au Maroc sont à la recherche de nouvelles opportunités pour s'enrichir et accumuler de nouveaux profits.

Ces dernières années, la protection de l'environnement et le développement durable sont devenus des thèmes récurrents dans les médias. Le lancement du projet de Charte nationale pour l'environnement en 2009 avec le choix de Rabat comme une des capitales mondiales pour fêter la Journée de la terre en 2010 avait constitué un moteur à ce discours ambiant et creux sur le développement durable. On se rappelle que la déléguée générale de cette manifestation a été assurée par Meriem Bensaleh Chakroun, l'actuelle présidente du patronat (CGEM) et la PDG des Eaux minérales d'Oulmès. Précisons que la famille Bensaleh et son groupe Holmarcom ont amassé une fortune considérable à partir de l'exploitation de sources d'eau minérales et en les privatisant en marques commerciales.

La responsabilité de ces grandes entreprises est indéniable dans la dégradation de la situation environnementale du pays. Les dégâts causés par les pratiques du capital marocain sont similaires à ceux causés par les multinationales sur le plan mondial. A titre d'exemple, la holding Société nationale d'investissement (SNI), à travers sa filiale Managem est responsable de catastrophes naturelles dans plusieurs régions du Maroc, où elle dispose de mines en exploitation.

Le même groupe via sa filiale « green » NAREVA se présente comme un défenseur de l'environnement et du développement durable. Cette entreprise s'adjuge la part du lion dans les projets de stations éoliennes. Récemment, NAREVA a obtenu les marchés de l'ONCF et l'ONEE, cette dernière entreprise a été dirigée pendant une période par l'actuel dirigeant de NAREVA. Cette même entreprise devrait décrocher le plus grand marché pour une station éolienne au Maroc d'une capacité de 850 MGW développée par l'ONEE. Ce projet est réparti sur 5 régions : Midelt (150 MGW), Tarfaya (300), Tanger 2 (100), Essaouira (200) et Boujdour (100).

Pas de développement durable sans une souveraineté populaire

Malgré les échecs des politiques de la libéralisation de la production de l'énergie, l'Etat ne cesse d'exposer une vision idyllique de ces « réalisations ». Alors que depuis la fin des années 90, le Maroc n'a pas réduit sa dépendance énergétique, les

responsables ne manquent aucune occasion pour nous rappeler le rôle du secteur privé. Pourtant ce secteur bénéficie des largesses de l'Etat et d'un cadre juridique et fiscal incitatif, mis en place pour encourager et garantir des profits maximums pour ces entreprises.

Nous payons le prix de leur choix

De l'autre côté, les conséquences de la grave crise financière de l'Office nationale de l'eau et de l'électricité (ONEE) sont en train d'être supportées par les citoyens. Les premières mesures du contrat-programme signé avec le gouvernement l'an dernier font pression sur les bourses des ménages comme le montre l'envolée des factures de l'eau et de l'électricité. Des décisions qui ont sont à l'origine des protestations sociales dans le Nord du Maroc des mois d'octobre et novembre 2015.

La moitié de l'énergie électrique consommée au Maroc est produite par le secteur privé. Cette part de marché devrait augmenter pour atteindre les 77% d'ici 2020. Tous les projets en cours de production de l'énergie se font avec le mode de Partenariat public privé (PPP). En réalité, nous assistons à une privatisation d'un secteur très lucratif dans des conditions extrêmement favorable pour le secteur privé. Les contrats d'achat actuels entre les producteurs privés et l'ONEE garantissent à ce secteur des marges et des prix confortables, tout en les prémunissant des variations du marché des matières premières.

En l'absence d'une souveraineté populaire des citoyennes et citoyens sur nos ressources naturelles, qui n'ont jamais droit à la parole sur l'utilisation des ressources comme l'eau et la terre, la forêt, le littoral, et le soleil, on ne peut parler de développement durable. Il serait peut-être bon de signaler qu'en parallèle de la mise en place des projets dits verts en matière d'énergie, le Maroc intensifie la prospection pétrolière et gazière, tant conventionnel que non conventionnels (gaz de schiste). Vert d'un côté, noir de l'autre !

Quelles alternatives face à la crise écologique ?

Rompre avec le modèle productiviste

Depuis la nuit des temps, l'activité humaine a été source de destruction des ressources naturelles et d'extinction des espèces (déforestation, érosion, pêches intensives, etc...). Toutefois, cette intervention avait une dimension restreinte dans l'espace. Ces dégâts causés par l'Homme pouvaient être corrigés par la nature elle-même au fil des années.

Le triomphe du capitalisme à partir XVIII^{ème} siècle en Grande Bretagne, puis dans toute l'Europe et le monde a diamétralement modifié notre rapport à la nature.

L'objectif du mode de production capitaliste est de produire des marchandises (valeur d'échange) sans rapport direct avec leur utilité (valeur d'usage), et ce dans le but de créer du profit. L'accumulation illimitée devient alors le moteur de l'activité économique. C'est pourquoi le capitalisme, plus que tous les autres systèmes économiques antérieurs, épuise toutes les ressources disponibles, dans une course à la production déconnectée des besoins des populations et sans aucun respect pour la nature et son nécessaire renouvellement. C'est là la cause profonde de la crise climatique que nous vivons actuellement.

Cette crise globale se trouve aggravée par l'aveuglement continu de ce système de production et de consommation, stimulé et dopé par la publicité et toutes les formes de reproduction du conformisme.

Cette dynamique d'accumulation sans fin pose la question des limites du développement sur notre planète. Une grande partie des ressources naturelles du globe sont déjà consommées, détruites, anéanties à jamais. Elles ne pourront plus jamais être reproduites. C'est le cas par exemple des minerais, du pétrole. Or aucune limite n'est fixée et au contraire on assiste à une fuite en avant, de destruction toujours plus grande de la nature (comme c'est le cas des mines à ciel ouvert par exemple). Tant qu'il y a des richesses à piller et une main d'œuvre à exploiter, ce mode de production continuera sa guerre d'usure. Dans un contexte globalisé, cette exploitation dépasse le cadre des frontières nationales. C'est pour cette raison que la crise écologique actuelle n'a pas un caractère local mais bien global.

Conséquences catastrophiques de la crise écologique

L'appât du gain a mené les dominants à sacrifier la biodiversité pour nous mener vers un recul irréparable. Pour éviter des hausses de températures de 2,4°C par rapport à l'ère pré-industrielle, la condition *sine qua non* est de faire baisser les émissions de Gaz à effet de serre de 50 à 85% d'ici 2050, tout en prenant des mesures concrètes

avant la fin de 2015. Si rien n'est fait aujourd'hui, les températures augmenteront de 4°C d'ici la fin de ce siècle. Un tel scénario nous mène droit vers une augmentation du niveau des océans, une multiplication des événements climatiques extrêmes (sécheresses, inondations, typhons, etc.) avec pour corolaire des dégâts irrémediables pour la planète et pour l'humanité. Les pays du Sud sont les premiers à subir les conséquences de ces changements climatiques. Moins productrices de gaz à effet de serre, ces nations sont davantage exposées au pillage de leurs ressources naturelles (charbon, pétrole, minerais), à l'utilisation massive de produits toxiques, à la destruction de la nature qui en découle, et au réchauffement global. De surcroît, elles sont aussi plus démunies pour y faire face, Ces pays parmi les plus défavorisés subissent déjà de plein fouet la désertification, les inondations causées par les pluies diluviennes, des fortes variations durant la même saison, l'érosion des sols agricoles, etc...

Quelles alternatives défendons-nous ?

Il apparaît clairement que la lutte contre le changement climatique nécessite une rupture profonde de notre manière de produire et de consommer. Elle est incompatible avec la poursuite du productivisme et du saccage de la planète.. Nous devons changer notre rapport à l'alimentation, la façon dont nous la produisons et la transportons en permanence d'un bout à l'autre de la planète. . Nous devons aussi changer notre relation à l'usage de l'énergie. En somme, si nous voulons assurer la pérennité de notre espèce, il faudra récréer un nouveau équilibre entre l'économie, le social, et l'écologie pour assurer un passage à des modes de vie moins consommateurs d'énergie et compatibles avec la préservation de la nature. C'est le cœur de notre combat pour la justice climatique.

N'est-ce pas une folie que l'humanité produise le double des aliments dont elle a besoin (la production actuelle suffirait pour 14 milliards de personnes), alors que cette sur-production cohabite avec des famines dans plusieurs régions du monde. Nous importons des produits agricoles que nous pouvons produire localement. Ce type de choix fait que nous consommons inutilement de l'énergie et polluons du fait de l'usage des moyens de transport. L'agriculture d'exportation et les monocultures sont les devenus les dogmes dominants dans le monde, que les pays du Sud comme le Maroc ne font qu'appliquer à la lettre. Au bout du compte, notre empreinte écologique dépasse la biocapacité de la planète.

La production de la viande est un des pires symptômes de ce productivisme.

L'aviculture soumet son élevage à des conditions déplorables. Une poule dispose d'un espace équivalent à une feuille A4, donnant lieu à des espèces animales malades et dopés aux produits bio-chimiques, que nous consommons par conséquent.

La production de la viande rouge a été multipliée par cinq entre 1950 et 2000. Produire un kilo de viande nécessite 7 kilos de blé. Selon l'Organisation des Nations pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), il faudra doubler la production agricole mondiale si l'on souhaite répondre à la demande de viande d'ici 2050. Mais à quel prix ? Détruire plus de forêts, massifier les mono-cultures, intensifier l'usage des pesticides, les OGM, détruire de nouveaux écosystèmes et perdre à jamais des pans entiers de la biodiversité. Il faut rompre avec cette agro-industrie qui est en lien avec la chimie pour aller vers une agriculture biologique. Il est nécessaire de réduire la consommation de produits secondaires ou non nécessaires pour la vie. Ces besoins créés par la publicité qui constitue à son tour une pollution sonore et visuelle.

L'écologiste et humaniste Pierre Rhabbi nous rappelle cette légende amérindienne : « un feu dévastateur s'est déclenché sur la terre, qui se propage à grande vitesse de village en village, de forêt en forêt... Dans le ciel, un petit colibri s'affaire. Il vole de feuille en feuille, très haut, à la recherche de la moindre goutte d'eau. Un homme qui l'aperçoit le rappelle à l'ordre « Petit colibri, mais pourquoi t'affaires tu ? Tu vois bien qu'à toi tout seul, tu n'éteindras pas le feu. Et colibri répond : « je fais ma part... ».

Face à ce feu dévastateur causé par le système capitalisme, chacun de nous doit jouer son rôle. Mais nous ne parviendrons à aucun résultat sans rupture avec le productivisme et sans penser un mode radicalement nouveau de production et de distribution, dont la finalité soit de répondre aux besoins humains essentiels. C'est pourquoi nous luttons pour :

Sur le plan international :

- Une baisse des émissions des GES de 40 à 70% à l'horizon 2015 avec des engagements contraignants pour les pays du Nord et les pays émergents (Chine, Brésil, etc...), sans le recours au droit de polluer dans les pays du Sud
- La reconnaissance de la dette écologique des pays du Nord vers les pays du Sud et la mise en place de mécanismes pour la payer
- La création d'une taxe internationale sur les transactions financières internationales et les bénéfices des multinationales et la consommation de l'énergie pour financer la sortie du productivisme et la transition vers un autre modèle économique - L'exclusion de la Banque mondiale et de toutes les autres institutions financières internationales du Fonds mondial pour le climat qui doit rester sous l'autorité unique de l'ONU et soumettre sa gestion –au respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Charte des nations Unies pour les peuples autochtones
- L'aide aux transferts de technologie du Nord au Sud dans le cadre d'une coopération éloignée de tous les mécanismes de dette et de dépendance

Sur le plan national :

- des engagements effectifs et contraignants du gouvernement marocain pour réduire les émissions de GES
- un nouveau modèle économique et social, assurant le respect de l'être humain et de la nature, capable d'assurer les besoins essentiels des populations et spécialement les plus vulnérables face aux changements climatiques (petits paysans, pêcheurs, nomades, habitants des zones sahariennes et des oasis, etc.).
- une taxation spécifique des industries polluantes, du secteur automobile et du transport aérien et maritime Plus que la taxation du secteur automobile, il me semble qu'il vaudrait mieux parler de développement du transport public
- Des plans de reconversion pour les industries polluantes tout en préservant les droits des travailleurs
- Le passage d'un mode d'agriculture intensive orientée vers l'exportation à une agriculture-écologique, tournée vers la consommation locale
- Développer l'agro-écologie et des modèles d'agriculture vivrière locale et réutiliser les semences locales
- Une consommation sobre.

Ces résultats ne sont possibles que si l'on opère une rupture avec le productivisme. Remplacer ce mode de production par un modèle alternatif visant à la redistribution équitable des ressources, voilà notre commun !

Changeons le système – pas le climat !

Conclusion :

Ce rapport se veut comme un premier appel visant à conscientiser la société civile sur l'urgence sociale induite par le changement climatique. A travers nos revendications écologiques, nous tenons à mettre en lumière les rapports de dominations dans lesquels sont enserrés les rapports Nord/Sud. Notre objectif : proposer une critique radicale du système capitaliste actuel qui écrase la nature et ses hommes au profit des intérêts des grandes puissances économiques.

Nous espérons que ce premier document ouvre les perspectives d'un dialogue entre les différents acteurs en lutte, car, l'urgence de la situation climatique doit aboutir un front commun de lutte.

Ensemble, construisons un contre-pouvoir écologique au Maroc. Parce qu'un autre monde est possible, portons nos voix jusqu'aux portes de la COP 22 à Marrakech.